

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**OBJET DU MARCHE PUBLIC :**

**Étude sur le modèle économique  
de l'information  
en France**

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

**AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET NUMERIQUE  
(ARCOM)**

**DAUM'N**

**2-10 RUE BRAHMS, 75012 PARIS**

**REPRÉSENTÉE PAR SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – CONDUITE DES PRESTATIONS – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – PENALITES.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 – AVANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – PAIEMENT – FACTURATION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 – ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 14 – RESILIATION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 15 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 17 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 18 – LITIGES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 19 –PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 20 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE ET DIVERSITE .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 21 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>18</b>

## **ARTICLE PREMIER – PRESENTATION GENERALE DU MARCHE PUBLIC**

---

### **1.1 Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude économique portant sur le modèle économique de la production et de la diffusion des contenus d'information, son évolution récente et ses perspectives à un horizon prévisible. Les médias qui financent l'information subissent une baisse tendancielle de leurs revenus, en particulier publicitaires, comme le montrait une récente étude conduite par le cabinet PMP Strategy pour l'Arcom et la Dgmic. La question posée à présent est donc la suivante : **dans quelle mesure la production d'une information de qualité demeure-t-elle soutenable dans un contexte économique durablement dégradé ?**

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### **1.2 Décomposition**

#### ***1.2.1. Allotissement***

Le marché n'est pas alloti. En effet, celui-ci ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### ***1.2.2. Tranches***

Il n'est pas prévu de tranches.

#### ***1.2.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles***

Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles.

### **1.3 Procédure applicable**

Le présent marché est passé par la voie d'une procédure adaptée, conformément aux articles L. 2123-1<sup>er</sup>, R. 2123-1.1<sup>er</sup>, R. 2123-4, R. 2123-5, R. 2131-12 et R. 2131-13 du Code de la commande publique.

Par ailleurs, le marché fait l'objet d'un groupement de commandes entre l'Arcom et la direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC) conformément à l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique. L'Arcom est le coordonnateur du groupement de commandes.

### **1.4 Forme du marché public**

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

### **1.5 Durée du marché public**

Le marché prend effet à sa notification et prendra fin à l'issue des opérations de vérification des livrables remis par le titulaire au titre des prestations prévues au marché.

La durée maximale de l'étude sera d'une durée de cinq (5) mois à compter de la notification du marché au Titulaire.

### **1.6 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution maximaux sont indiqués à l'article 5 du Cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire du marché peut proposer des délais plus avantageux pour l'Arcom que ceux indiqués dans le CCTP. Si tel est le cas, les délais indiqués dans la proposition technique du titulaire prédomineront sur les délais indiqués dans le CCTP.

## **ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES**

---

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

### **2.1 Pièces particulières**

- L'**Acte d'engagement** et son annexe (Décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (C.C.A.P.) ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (C.C.T.P.) ;
- **L'ensemble des éléments de l'offre technique** du Titulaire **étant entendu que ses conditions générales de vente ne sont pas applicables au présent marché.**

### **2.2 Pièces générales**

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes et contraire aux clauses des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

### **2.3 Disposition particulière**

Par dérogation à l'article 4.2.1. du CCAG-PI, la notification du marché comprend une copie, délivrée par l'Arcom au titulaire, de l'acte d'engagement. Les autres pièces contractuelles sont également transmises lors de la notification uniquement dans l'hypothèse où elles ont fait l'objet de modification entre la date limite de remise des offres et la signature du marché par le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 3 – OBLIGATION DES PARTIES**

---

### **3.1 Obligations du titulaire**

#### ***3.1.1 Obligation de résultat et de conseil***

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour ce qui concerne la remise des livrables dans les délais prévus au marché.

Le titulaire est tenu une obligation de conseil pour toutes questions portant sur les prestations.

#### ***3.1.2 Obligation de confidentialité, discrétion***

L'article 5.1 du CCAG-PI est pleinement applicable.

Le titulaire s'engage ainsi à ne diffuser aucune information sur le contenu des documents que le groupement lui remet. Il s'engage à ne pas reproduire, diffuser ou citer ces documents.

Le titulaire s'engage à faire respecter l'obligation de confidentialité par ses employés et préposés et tout intervenant pour son compte. De ce fait, les documents remis par le groupement aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

### ***3.1.3 Obligations relatives au personnel d'intervention du titulaire***

Le titulaire s'engage à faire intervenir un personnel qualifié. Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence, la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge. En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à assurer la sécurité des personnes placés sous sa responsabilité.

## **3.2 Obligations de l'Arcom**

L'Arcom met à la disposition du titulaire les informations utiles à la réalisation des prestations.

## **ARTICLE 4 - CONDUITE DES PRESTATIONS - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **4.1 Conduite des prestations**

#### ***4.1.1 Personnes responsables pour l'Arcom***

La Direction des Études, de l'Économie et de la Prospective (DEEP) est responsable du suivi du marché.

La liste des personnes habilitées à assurer le suivi du marché pour la direction précitée est communiquée au titulaire dès sa notification.

#### ***4.1.2 Personnes responsables pour le titulaire***

Le titulaire s'engage à désigner dans son offre ou au plus tard deux jours à compter de la date de notification du marché un interlocuteur privilégié chargé du suivi du marché et habilité à le représenter pour toute question relative à l'exécution du marché. Le personnel du titulaire devra posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Si les personnels ne possèdent pas les qualifications requises, l'Arcom pourra demander de plein droit leur remplacement immédiat par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire disposera d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande pour procéder au remplacement des personnels. En cas de non-respect du délai, le marché sera résilié de plein droit conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI.

#### **4.2 Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions du chapitre 5 du CCAG-PI.

A l'issue des opérations de vérification, l'Arcom prononce une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-PI.

### **ARTICLE 5 – PENALITES**

---

L'Arcom se réserve le droit d'appliquer sur les factures des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables et appliquées selon les modalités précisées ci-après :

#### **5.1 Pénalités de retard**

Toute difficulté concernant les délais d'exécution fixés à l'article 5 du CCTP doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 14.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, si les prestations n'étaient pas exécutées dans les délais contractuels (dans l'offre du titulaire ou dans les documents contractuels), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 400$$

Dans laquelle :

- P = Montant de la pénalité ;
- V = Valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;
- R = Nombre de jours de retard.

#### **5.2 Pénalités pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **5.3 Pénalités pour non-respect des obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de manquement aux obligations issues de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, telles que décrites à l'article 20 du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **100€ par manquement constaté**.

### **ARTICLE 6 – CONDITIONS FINANCIERES**

---

#### **6.1 Répartition des paiements**

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants et cotraitants éventuels.

**6.2 Forme des prix**

Le marché est traité par application de prix globaux et forfaitaires mentionnés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

**6.3 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de conditionnement et de transport jusqu'au lieu de la réalisation de la prestation, les frais de déplacement et de repas des intervenants du titulaire, les frais afférents à l'assurance, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution de la prestation.

De même, l'élaboration des livrables, l'organisation des réunions, les déplacements, les frais de fonctionnement et tous les autres frais annexes sont inclus dans les prix indiqués.

**6.4 Variation des prix**

Les prix du marché sont fermes et définitifs.

**6.5 Application de la Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.)**

Il est fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

**ARTICLE 7 – AVANCE**

---

Une avance peut être versée au titulaire si le titulaire a coché la case correspondante dans l'Acte d'engagement.

L'avance est fixée à 30 % du montant forfaitaire du marché sans condition de montant ou de durée d'exécution des prestations.

**ARTICLE 8 – PAIEMENT – FACTURATION**

---

**8.1 Modalités de règlement**

Les factures seront émises à terme échu, sous forme d'acomptes, selon les périodicités suivantes :

	Pourcentage du montant de l'acompte
Validation des livrables relatifs au volet qualitatif	40%
Livraison du rapport final	60%

Le mandatement de chaque facture interviendra après réception et vérification du service fait. La facture est établie en euros et en un original.

Chaque facture porte **impérativement**, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Numéro du marché ;
- Numéro du bon de commande ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire ;
- Détail des prestations exécutées ;
- Taux de TVA ;
- Montant HT et TTC de la facture.

Le titulaire devra déposer ses factures sur le portail CHORUS PRO à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Pour la plateforme Chorus portail Pro de l'Arcom, seules les rubriques suivantes sont à renseigner obligatoirement (les autres sont non bloquantes) :

- Le n° de SIRET : 110000296 00027 ;
- Le n° d'engagement juridique (EJ) : vous devez contacter au préalable le pôle commande publique à l'adresse générique suivante [marchepublic@arcom.fr](mailto:marchepublic@arcom.fr)

## **8.2 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les prestations objet du marché seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitants de premier rang éventuel(s), l'Arcom dispose d'un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

### **Intérêts moratoires :**

Lorsqu'il est imputable à l'Arcom le défaut du paiement dans le délai de 30 jours fait courir, de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément aux règles en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## **ARTICLE 9 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent au présent contrat.

Les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit des membres du groupement.

Le prix de la cession de droits est compris de façon forfaitaire et définitive dans le cadre du prix payé au titre des prestations rémunérées dans le cadre du prix global et forfaitaire.

A ce titre, le titulaire cède notamment, sur l'ensemble de ses réalisations au titre du présent marché y compris sur les livrables intermédiaires, et sur tous produits issus du travail de ses salariés ou employés, les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation.

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à observer une stricte confidentialité sur le contenu de ses prestations. Toute diffusion, divulgation exploitation des résultats est interdite sans l'accord préalable des membres du groupement.

---

2025-04-PA – Étude économique sur le coût de production et la rentabilité de l'information en France



A la demande des membres du groupement, tout ou partie des résultats peuvent être cédés à ou mis en œuvre par un ou des tiers désignés par elle.

Il est ainsi clairement entendu que les membres du groupement peuvent mettre en œuvre tout ou partie des exploitations et usages couverts par les droits cédés en vertu du présent marché soit directement, soit par le biais d'un partenaire ou de tout tiers autorisé par elle.

## **ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE - COTRAITANCE**

---

### **10.1 Sous-traitance**

Conformément aux dispositions fixées aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations du marché à condition d'avoir obtenu de l'Arcom l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de ses/leurs conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté, le cas échéant, le titulaire transmet à l'Arcom une déclaration de sous-traitance (DC4) ainsi qu'un document permettant de vérifier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant concerné, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et le devis du sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les termes de l'article 15 du présent CCAP.

### **10.2 Cotraitance**

Les entreprises peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Dans le cas où le titulaire du marché est un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-PI. Ce mandataire est le seul habilité à présenter à l'Arcom les demandes de paiement, à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

## **ARTICLE 11 – ASSURANCES**

---

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire s'oblige à avoir une police d'assurances aux fins de couvrir tous dommages corporels, matériels ou immatériels engageant sa responsabilité civile, celle de ses préposés, les tiers, les victimes d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment, durant l'exécution des obligations, l'Arcom peut demander au titulaire de lui produire les attestations d'assurances précitées.

## **ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail (attestation de fourniture de déclarations sociales, attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, extrait Kbis, liste des salariés étrangers etc.).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement par l'Arcom, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 15 ci-après.

## **ARTICLE 13 – CONDITIONS DE TRAVAIL ET PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

---

### **13.1 Accès aux locaux**

Le titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'Arcom, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement. Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du titulaire.

### **13.2 Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L. 5212-1 à 4 du code du travail relatives aux travailleurs handicapés.

### **13.3 Personnel d'intervention du titulaire**

Seules les personnes dûment mandatées et habilitées par le titulaire sont autorisées à assurer les prestations objet du marché.

Aucune personne intervenant dans l'exécution d'une prestation demandée au titulaire ne pourra recevoir quelque directive que ce soit de la part de l'Arcom. Ces personnes, en toute circonstance, restent sous l'autorité, la direction, la surveillance et la responsabilité entière et exclusive du titulaire.

En sa qualité d'employeur, le titulaire rémunère, assure et forme sous sa propre et unique responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Le titulaire assure en permanence la gestion administrative, comptable et sociale de ses salariés et choisit lui-même les collaborateurs qui doivent être dédiés à l'exécution des missions confiées.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. En particulier, il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations dont il a la charge et est tenu d'assurer la sécurité des personnes.

En cas de manquement grave, dûment constaté, des personnels du titulaire, l'Arcom pourra en demander le remplacement.

### **13.4 Protection de la main-d'œuvre**

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Le titulaire déclare que la prestation objet du marché sera réalisée avec des salariés et/ou préposés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1 et R. 3243-1 du code du travail.

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. En outre, il est également tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure d'en

justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

#### **ARTICLE 14 – RESILIATION**

---

Conformément aux articles L. 2141-12 et L. 2195-4 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire fautif lorsque ce dernier est placé en cours d'exécution du marché dans l'une des interdictions de soumissionner situations décrites aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, ou lorsque le titulaire fautif refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

La résiliation du marché est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire fautif puisse prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre se prévaloir des stipulations du chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général le titulaire fautif du marché ne pourra prétendre à indemnité.

Outre les cas prévus à l'article 38 du CCAG-PI, le marché peut être résilié après accord entre les parties. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire fautif à aucune indemnité.

Outre les cas prévus par les articles 36 à 40 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire fautif, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- en cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent marché,
- en cas de manquement au devoir d'information et/ou de conseil,
- en cas de fautes répétées,
- si le montant des pénalités atteint vingt pour cent du montant total du marché.

Dans ce cas, un préavis d'au moins un (1) mois peut être imposé au titulaire.

#### **ARTICLE 15 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Il est fait application des dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

#### **ARTICLE 16 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES**

---

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8, R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

#### **ARTICLE 17 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

---

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure doit être notifié immédiatement à l'Arcom par le titulaire du marché.

Le titulaire est tenu de signaler, sans délai et par écrit, à l'Arcom tout changement qui aurait une incidence sur le statut de la société tel que des modifications des personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, relatives à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, etc., y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

Le titulaire est informé que l'Arcom ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement résultant d'anomalies entre les indications portées sur l'Acte d'engagement et les modifications intervenues au sein de la société du titulaire ou concernant le statut de sa société et dont l'Arcom n'aurait pas eu connaissance.

En tout état de cause, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise doivent être signalées à l'Arcom. Le cas échéant, le titulaire adresse à l'Arcom un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société et une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

## **ARTICLE 18 - LITIGES**

---

Le présent contrat est régi par le droit français. Tout litige éventuel issu de l'application du présent contrat est soumis au Tribunal administratif de Paris.

## **ARTICLE 19 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

---

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** » ou « **RGPD** ») et la loi du 6 janvier 1978, modifiée notamment par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et ses décrets d'application.

Pour l'application du présent article, l'Arcom est le responsable de traitement et le titulaire est le sous-traitant des données personnelles au sens de l'article 28 du RGPD. Le terme de sous-traitant en droit des données personnelles est à ne pas confondre avec le terme de sous-traitant au sens de la réglementation de la commande publique. Dès lors, cette annexe définit les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'Arcom les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Cette annexe encadre ainsi l'objet et la durée du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées, et les obligations et les droits du responsable du traitement et du sous-traitant.

### **I. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations du présent contrat, pour lesquels sont réalisées des opérations de conduite d'entretiens et d'envoi de questionnaires aux éditeurs de contenu. Les données personnelles susceptibles d'être collectées sont nécessaires à la conduite d'entretiens et à l'envoi de questionnaires. Pour ces opérations, les données à caractère personnel traitées sont les données d'identité, coordonnées et concernent les répondants aux entretiens et aux questionnaires.

### **II. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du titulaire**

Le responsable de traitement s'engage à fournir au titulaire les données visées au point précédent, documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire, veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement (5 mois maximum), et toute la durée de conservation (les données sont supprimées à l'issue de la réalisation des entretiens / des questionnaires) au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire et superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **III. Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement.**

**Le titulaire s'engage à** traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet du contrat **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, **il en informe immédiatement** le responsable de traitement.

En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

**Le titulaire s'engage par ailleurs à** garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché s'engagent à respecter la **confidentialité** (ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité) et qu'elles reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

### **IV. Sous-traitance**

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ») pour mener des activités de traitements spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au titulaire en vertu du présent article. Le titulaire veille à ce que le sous-traitant respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu du présent article et du règlement (UE) 2016/679.

À la demande du responsable du traitement, le titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant. Le titulaire informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

## **V. Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

## **VI. Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au délégué à la protection des données du responsable de traitement : dpo@arcom.fr.

## **VII. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au Délégué à la protection des données du responsable de traitement et être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif de données à caractère personnel concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

## **VIII. Aide du titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations**

Le titulaire aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données. Le titulaire aide par ailleurs le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

## **IX. Mesures de sécurité**

Le titulaire garantit au responsable de traitement qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'exécution du marché public, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite. A cette fin, le titulaire met notamment en place :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une politique de sécurité interne visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Un outil garantissant la confidentialité de la transmission des documents sensibles ;
- Une politique d'habilitations individuelles et de sécurité appropriées pour restreindre l'accès aux données personnelles aux seules personnes qui ont à en connaître ;
- Des engagements de confidentialité visant à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles soient soumises à une obligation de confidentialité étant entendu que cette obligation peut être prise par le biais du contrat de travail de la personne concernée.

Le cas échéant, à la demande du responsable de traitement, le titulaire, met en place la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel traitées.

Le titulaire identifiera et communiquera au responsable de traitement, pendant toute la durée de l'exécution de la prestation, toute mise à jour ou modification nécessaire desdites mesures de sécurité notamment aux fins de répondre à toute nouvelle menace ou toute évolution de l'état de l'art ou de la réglementation. Le responsable de traitement pourra également identifier les mises à jour et modifications nécessaires et les communiquer au titulaire.

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires (par exemple : la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès-y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée, la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires).

## **X. Transferts internationaux**

Dans le cadre du traitement des données pour le compte du responsable de traitement, le titulaire s'engage à ne réaliser aucun transfert desdites données hors de l'Espace Economique Européen, au sens de la réglementation applicable, sauf à recueillir le consentement préalable exprès du responsable de traitement.

Dans ce cas, tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du responsable du traitement ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le titulaire est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement (UE) 2016/679.

Le responsable du traitement convient que lorsque le titulaire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement (UE) 2016/679, il doit en informer préalablement le responsable de traitement afin de recueillir son accord préalable. Dans cette hypothèse, le titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement (UE) 2016/679 en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

#### **XI. Sort des données**

Au terme de l'exécution de la prestation relative au traitement de ces données, le titulaire s'engage, sauf instruction contraire du responsable de traitement et sauf exigences légales contraires, à détruire toutes les données à caractère personnel ou à renvoyer les données à caractère personnel au titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **XII. Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique au délégué à la protection des données du responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD.

#### **XIII. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare **tenir un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant toutes les indications prévues par l'article 30 du RGPD.

#### **XIV. Documentation et conformité**

Le titulaire doit pouvoir démontrer la conformité avec la présente annexe.

Le titulaire traite de manière rapide et adéquate les demandes du responsable de traitement concernant le traitement des données conformément à la présente annexe.

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations** énoncées dans la présente annexe et découlant directement du RGPD. A la demande du responsable de traitement, le titulaire permet la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire et le responsable de traitement mettent à la disposition de l'autorité de contrôle compétente, dès que celle-ci en fait la demande, les informations énoncées à la présente annexe, y compris les résultats de tout audit.

Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.



## **XV. Non-respect de l'annexe et résiliation**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679, en cas de manquement du titulaire aux obligations qui lui incombent en vertu du présent article, le responsable du traitement peut donner instruction au titulaire de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé à la présente annexe ou jusqu'au terme de la prestation. Le titulaire informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer à la présente annexe, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément au présent article si :

- 1) le traitement de données à caractère personnel par le titulaire a été suspendu par le responsable du traitement conformément au premier alinéa de l'article XV de la présente annexe et le respect de la présente annexe n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- 2) le titulaire est en violation grave ou persistante de la présente annexe ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 ;
- 3) le titulaire ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente concernant les obligations qui lui incombent en vertu de la présente annexe .

Le titulaire est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel en vertu de la présente annexe lorsque, après avoir informé le responsable du traitement que ses instructions enfreignent les exigences juridiques applicables, le responsable du traitement insiste pour que ses instructions soient suivies.

À la suite de la résiliation du contrat, le titulaire supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes. Le titulaire continue de veiller à la conformité à la présente annexe jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## **ARTICLE 20 – RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE ET DIVERSITE**

---

Le cas échéant et conformément à loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire de l'accord-cadre s'engage, à assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution des prestations objet du contrat s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le cas échéant, le titulaire doit communiquer à l'Arcom le contrat de sous-traitance de toute personne qui participe à l'exécution des prestations objet du présent marché. Le contrat sera joint à la déclaration spéciale de sous-traitance (DC4).

Le titulaire est tenu de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur simple demande de l'Arcom, dans un délai de huit jours à compter de la demande, tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces obligations. A défaut, de réponse dans le délai prévu, le titulaire

s'expose aux pénalités de retard selon les modalités prévues à l'article 5 du présent CCAP.

De même, chaque manquement aux obligations issues de la loi, qui sera constaté, donnera lieu à l'application de pénalités. Le titulaire est tenu de faire cesser le manquement constaté sans délai. Si le manquement persiste, le titulaire encourt une pénalité pour chaque relance. Le montant des pénalités encourues sont précisées à l'article 5 du présent CCAP.

L'Arcom se réserve en outre la possibilité de résilier l'accord-cadre dans les conditions de l'article 14 du présent CCAP, en cas de non-respect des obligations issues de la loi susvisée.

Le titulaire de l'accord-cadre dans le cadre de son exécution s'engage également, autant que faire se peut, à promouvoir la diversité et la lutte contre les discriminations sous quelques formes que ce soit.

## **ARTICLE 21 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'Arcom intègre dans le présent CCTP des dispositions environnementales visant à favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées dans le cadre du présent accord-cadre.

Ainsi, le titulaire doit être force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations mobilisées.

Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces obligations environnementales et communique, sur demande de l'administration, les éléments de preuve associés.

Il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train ;
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable, encres végétales, réduction des substances toxiques ;
- encourage au sein de sa structure des gestes écoresponsables (éclairage, chauffage, tri des déchets, etc.) ;
- met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

## **ARTICLE 22 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Il est dérogé aux articles suivants du CCAG-PI :

<b>Clauses du C.C.A.P.</b>	<b>Articles du C.C.A.P. concernés</b>	<b>Articles du CCAG-PI concernés</b>
Notification	2.3	4.2.1
Pénalités	5	14
Propriété intellectuelle	9	35.3.2
Cotraitance	10.2	12.1.2

<b>Clauses du C.C.A.P.</b>	<b>Articles du C.C.A.P. concernés</b>	<b>Articles du CCAG-PI concernés</b>
Résiliation	14	40